

Pour la fondation d'un nouveau parti anticapitaliste !

La Direction nationale de la LCR a adopté l'appel suivant pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste au service des classes populaires. En voilà les principaux extraits :

1./ C'est la course folle au profit, accentuée encore par les politiques libérales qui dominent la globalisation capitaliste, qui génère la misère, le mal logement, la précarité et creuse les inégalités sociales, qui détruit les services publics et les protections sociales, qui provoque des guerres et le pillage du tiers-monde, qui met en danger toute l'humanité par un gestion catastrophique des ressources et de l'énergie. La logique de la concurrence de tous contre tous, de la privatisation du monde, et celle des solidarités, du partage des richesses, de la démocratie la plus large sont inconciliables. Pour en finir avec la dictature des actionnaires, de la propriété privée capitaliste, il faudra des mobilisations puissantes, généralisées, des grèves, des manifestations, des occupations.

2./ Au nom de la rupture, la politique de Nicolas Sarkozy, s'inscrit en réalité dans la continuité et l'approfondissement des politiques capitalistes, libérales et antisociales. Le gouvernement Sarkozy est au service des plus riches et des gros actionnaires. Cette droite-là, c'est aussi un programme profondément dangereux pour les libertés publiques, le droit d'expression, les droits des immigrés, les droits des femmes, les jeunes victimes des discriminations.

3./ Nous ne pouvons pas compter sur le PS pour conduire une opposition digne de ce nom. Converti au li-

béralisme, miné par les ambitions, le PS ne peut pas conduire un changement de politique qui permette concrètement d'améliorer le sort de millions de personnes. Quant à la direction du parti communiste, elle n'offre aucune perspective indépendante du PS et s'enferme dans sa propre crise. Celles et ceux qui entendent lutter sans concession contre la politique de ce gouvernement, celles et ceux qui veulent défendre un programme d'urgence anticapitaliste à l'image de celui qu'a porté Olivier Besancenot ont besoin d'un nouveau parti qui défende les intérêts des travailleurs et des travailleuses, de tous les opprimé-e-s, de tous les exploité-e-s. C'est pourquoi nous proposons que se rassemblent tous les anticapitalistes dans un nouveau parti, implanté dans la jeunesse, les entreprises, les services publics, les quartiers populaires pour construire les mobilisations d'aujourd'hui qui, pour nous, doivent préparer un changement radical, révolutionnaire, de la société.

4./ Dans un premier temps, nous proposons que s'organise dès la rentrée de septembre, des réunions dans le plus grand nombre de villes, de quartiers, d'entreprises, de facs et de lycées possible. Il s'agira de débattre à la fois des formes et des moyens de la riposte indispensable aux mesures prises par le gouvernement, du programme et du fonctionnement démocratique du parti que nous voulons créer.

ADHERER AUX JCR ? POURQUOI PAS...

Le rôle des Jeunesses Communistes Révolutionnaire est d'aider les travailleurs pour la défense de leurs intérêts quotidiens, et de les organiser pour une transformation de la société. Pour cela, les JCR participent à toutes les luttes.

- Luttés des travailleurs pour les salaires, les conditions de travail, la sécurité sociale, les retraites.
- Luttés des chômeurs.
- Luttés des sans-papiers, luttés contre les lois racistes. Luttés contre les fascistes, lutte contre Le pen.
- Luttés lycéennes et étudiantes, pour une école de qualité pour tous et pour toutes.
- Luttés contre la guerre et l'exploitation des pays pauvres. Solidarité avec les peuples opprimés.

Tu souhaite prendre contact avec nous ?

Appelle au 01 48 70 42 30 ou renvoie le coupon ci-dessous :

Je souhaite prendre contact avec les JCR-RED.
 Je souhaite m'abonner à RED, le mensuel des JCR-RED, 10 euros pour 10 numéros (chèque à l'ordre de l'APEIJ)
CFA/Lieu de travail : Nom: Prénom:
Adresse: Code postal: Ville:
Téléphone: Email:

A renvoyer à JCR-RED, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.



Mélee générale contre le gouvernement !

Sarkozy s'est fait bruyamment applaudir à l'université d'été des grands patrons du MEDEF au mois d'août. Et il y avait de quoi les réjouir ... et de quoi dégouter les travailleurs.

Casse des salaires et du temps de travail

Ainsi, il aura fait savoir qu'il avait pour intention d'augmenter fortement la TVA et d'entamer la destruction de la Sécurité sociale, en instaurant les « franchises ». En clair, il va falloir s'attendre à une forte hausse des prix et dorénavant, nous devons payer une partie des services hospitaliers de notre propre poche. Le SMIC restera « gelé ». Le patronat a remercié Sarkozy pour les immenses

baisses d'impôts qu'il a accordé aux plus riches, et pour sa volonté de nous faire travailler bien au delà des 35 h et de 60 ans. Le MEDEF réclame depuis longtemps un retour aux 48h par semaine et l'abolition de la retraite à 60 ans. À noter également la promesse que Sarkozy a faite d'abolir le CDI pour instaurer un contrat unique et précaire pour tous les salariés !

Sarkozy a également annoncé des débuts de privatisations de plusieurs services publics, dont Gaz de France et les universités, avec la loi sur « l'autonomie des universités ». Ces privatisations se traduiront inévitablement par des hausses de tarifs et des pressions sur les salaires et conditions de travail des salariés de ces secteurs, puisque

les actionnaires chercheront à augmenter leurs profits par tous les moyens. En même temps, des dizaines de milliers de postes seront supprimés dans les services publics.

Casse du droit de grève

Sarkozy sait bien qu'il risque de faire exploser la colère, des grèves et des manifestations. C'est pour cette raison qu'il a fait passer une véritable casse du droit de grève, baptisée loi sur le « service minimum » qui rend très difficile aux travailleurs des transports de rentrer en grève. Sarkozy se souvient comme nous que ce sont des grèves qui nous ont permis d'imposer le retrait du CPE en 2006 et il veut en conséquence désarmer les salariés secteur par secteur, en commençant par ceux des transports.

Pour un parti des luttes, d'opposition au patronat et son gouvernement !

Face à ces attaques, la jeunesse et les travailleurs vont devoir rentrer en lutte contre ce gouvernement. Sur nos lieux de travail et nos bahuts organisons nous pour préparer la grève notre seule arme pour mettre à genou Sarkozy. Il n'existe d'ailleurs aujourd'hui aucun parti suffisamment fort de la jeunesse et des travailleurs, capable de représenter ces luttes, les organiser et les défendre. Qui pourrait nous permettre de résister et peser dans le sens de nos intérêts. C'est pourquoi les JCR et la LCR proposent que se rassemblent tous les anticapitalistes afin de construire un tel parti. Un parti implanté dans la jeunesse, les entreprises et les quartiers populaires pour construire les luttes et les résistances d'aujourd'hui pour à terme, en finir avec cette société ou une minorité de riches, de patrons et d'actionnaires possède, contrôle et décide de tout.

Grève et manifestation

jeudi 18 octobre

Tous dans la rue
pour nos revendications !



Jeunes Communistes Révolutionnaires
jcr@jcr-red.org • www.jcr-red.org • 01 48 70 42 30



Sarkozy veut faire payer les malades

Dés 2008, le gouvernement veut mettre en place trois franchises de soins supplémentaires : cela signifie le non remboursement des frais médicaux en dessous d'un certain seuil de dépense. Par exemple : 50 centimes non remboursés par boîte de médicament, 50 centimes non remboursés pour chaque acte paramédical (pose de pansement, piqûres, etc...), et 2 euros pour les transports sanitaires (ambulances).

Le cumul total de ces franchises est fixé à 50 euros maximum, par an et par assuré social. Elles s'appliqueront de façon identique pour tous (sauf aux femmes enceintes, aux enfants et aux bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle). Dans une France où vivent plus de 3 millions de chômeurs et 7 millions de travailleurs pauvres, les franchises toucheront avant tout les patients aux revenus les plus modestes, elles aggraveront les difficultés d'accès aux soins. En s'attaquant aux acquis de « solidarité » de la Sécurité Sociale, le gouvernement traite la santé comme une simple marchandise, comme une simple question d'assurance commerciale. Il cherche à faire passer l'idée simpliste que si les dépenses de santé augmentent, c'est la faute des patients ! Cela s'inscrit dans une stratégie qui consiste à dresser les uns contre les autres, à générer des tensions sociales, racistes...

Notre santé vaut plus que leurs profits !

Empêcher les franchises médicales, ce serait un pas en avant pour barrer la route à tous les autres mauvais coups en préparation : suppressions massives de postes, privatisation de gaz de France, service minimum dans les transports, retraites diminuées ou retardées à 62 ans, chasse aux immigrés...

Un Collectif national de lutte contre les franchises s'est constitué, où participent un très grand nombre d'associations, dont des associations de malades, des mutuelles, des syndicats, des organisations politiques (LCR, PCF, PS, Verts). Il lance un appel national pour des actions le 29 septembre. Mais il faudra aller plus loin et préparer des manifestations de rue, avant le vote de la loi fin octobre.

Contrat Unique : Le retour du CPE/CNE ?

Le 24 janvier dernier, Sarkozy a promis aux patrons qu'il supprimerait le CDI et tous les autres contrats, afin d'en imposer un seul, précaire, pour tous les salariés. Ce contrat serait « inspiré » du CNE mais ne « sera pas un CNE » selon le premier ministre Fillon. Ce contrat qui existe déjà pour les entreprises de moins de 20 salariés permet aux patrons de licencier les nouveaux embauchés sans aucune justification, du jour au lendemain, pendant une période de 2 ans. Sarkozy applique donc le programme du patronat pour le permettre de licencier avec encore moins de gêne et pour laisser planer - en permanence - sur la tête des salariés la menace de licenciement immédiat. La façon dont le CPE a dû être remis au placard, suite aux manifestations et aux grèves de la jeunesse et des travailleurs, montre la voie à suivre pour renvoyer ce nouveau contrat à la poubelle. Mais aussi pour imposer l'interdiction des contrats précaires et le CDI comme contrat unique, pour tous les salariés.



Luttes victorieuses dans la restauration rapide !

Les salariés du Mcdo de Vitrolles, près de Marseille, ont repris le travail le 22 septembre après une semaine de grève. Ils ont obtenu des nettes améliorations des conditions de travail (réparation de la clim, des vestiaires), des nouveaux horaires qui prennent en compte les disponibilités réelles des salariés et l'ouverture de négociations pour des augmentations de salaires. Cette grève fait écho à celle qui a frappé le KFC des Halles en juin dernier, autour de revendications semblables.



« Identité nationale et immigration »

Un ministère du racisme et des expulsions

Après l'élection de Sarkozy, on a vu l'apparition d'un « Ministère de l'identité nationale, de l'immigration, du co-développement et de l'intégration », avec à sa tête le bras droit de Sarko, Brice Hortefeux. Que signifie cette appellation à rallonge, alors que Ministère du Racisme aurait suffi ? Quel lien font-ils entre ces sujets ?

Le lien entre identité nationale et immigration suggère que les immigrés et leurs cultures mettraient en danger l'identité des « bons français ». Le but est de stigmatiser les immigrés, les dits de près ou de loin « d'origine immigrée » et leurs cultures, de diviser les classes populaires sur des bases racistes. Cette identité est donc une identité de repli, de rejet raciste, qu'on pourrait qualifier de communautarisme blanc judéo-chrétien. Pour ce qui est de l'intégration, le gouvernement veut des « ex-immigrés blanchis ». Le modèle qu'on nous propose c'est celui du blanc riche qui écrase les autres.

Quand ils parlent d'intégration c'est donc tout leur système qu'ils tentent de nous faire avaler. S'intégrer serait donc avoir le « privilège » de rejoindre cette « communauté », en acceptant de renier ses origines et sa culture, en acceptant tête baissée le racisme et ses conséquences ? Ce serait suivre les bons exemples d'intégration de Rachida Dati ou Fadela Amara qui vont jusqu'à entrer au gouvernement et à légitimer cette politique raciste en la gérant ?

Parler de « co-développement » est une hypocrisie insultante quand on sait qu'ils n'ont pour but que de contrôler l'immigration, avec leur « immigration choisie », et de continuer à dominer, en pillant, en occupant, en exploitant les pays du « tiers-monde ».

Service minimum : Défendons notre droit de grève !

Le gouvernement veut faire passer un projet de loi sur le service minimum dans les transports. Ce projet prévoit, entre autres, d'instaurer, un nombre minimum de salariés devant travailler lors d'une grève, l'obligation pour les salariés d'informer l'entreprise de leur intention de participer à la grève 48h avant (ce qui permettra aux entreprises de mettre la pression aux « futurs grévistes » pendant 2 jours), une consultation organisée par l'entreprise au bout de huit jours de grève pour faire pression sur les grévistes et essayer de les faire arrêter,...

Tout cela n'a qu'un but : casser le droit de grève, d'abord dans les transports, puis dans les autres secteurs. Ils prévoient déjà de l'étendre à l'éducation...

L'objectif de Sarko et ses amis est donc d'empêcher les travailleurs d'utiliser leur moyen le plus efficace de lutte, pour défendre leurs droits : la grève.

Dans un contexte où le gouvernement multiplie les attaques, s'en prendre au droit de grève, en premier lieu dans les secteurs les plus combatifs, est essentiel dans leur stratégie pour empêcher toute contestation. En 1995, quelques mois après l'élection de Chirac, un mouvement d'ensemble, où la grève dans les transports avait joué un rôle déterminant, avait réussi à dégager le gouvernement Juppé...

Nous devons stopper cette attaque et toutes les autres, en utilisant notre meilleure arme, la grève !

La création de ce ministère s'inscrit dans une nouvelle offensive d'intensification des politiques racistes. Les premiers à subir cette politique sont les sans-papiers. Après CESEDA, les restrictions sur le regroupement familial, les rafles et les expulsions sont encore plus nombreuses et massives.

La répression policière, notamment contre les jeunes, est aussi un aspect de cette politique. Le harcèlement, les contrôles au faciès, les crimes policiers, sont légitimés et vont donc devenir encore plus systématiques, plus violents.

La majorité des victimes de cette politique font partie des couches les plus défavorisées du prolétariat. Cette misère économique et sociale s'aggrave et s'aggravera encore si nous laissons le gouvernement mener son offensive tranquillement.

Nous ne devons pas rester silencieux face à cette violente attaque. Nous devons nous mobiliser contre ce ministère et contre le racisme en général.